

ORGANISATION DEMOCRATIQUE DE LA JEUNESSE DU BURKINA FASO

-- O.D.J. --

BUREAU EXECUTIF NATIONAL
Tél. (+226) 25 37 34 60/70 26 29 62
06 BP 9864 Ouagadougou 06
odjburkina@gmail.com



Mobilisons-nous contre le coup d'Etat militaire !

La crise sociopolitique qui secoue notre pays depuis quelques temps, traduite par l'intrusion répétée des éléments du Régiment de sécurité présidentielle (RSP) sur la scène politique et les vives tensions politiques autour des questions électorales, a finalement évolué en un coup d'Etat réactionnaire perpétré par des éléments dudit RSP et leurs alliés politiques du CDP notamment.

En effet, le 16 septembre 2015 aux environs de 14H30 mn, des éléments armés du RSP faisaient irruption au conseil des ministres qui se tenait au palais Présidentiel de Kossyam arrêtant ainsi le président Michel Kafando, le premier ministre Yacouba Issac Zida et des membres du gouvernement. Dans la matinée du 17 septembre 2015, le coup d'Etat est confirmé à la télévision nationale burkinabé. Les putschistes annoncent alors la dissolution des organes de la transition (présidence, gouvernement et assemblée) et la création d'un Conseil National de la Démocratie (CND). Dans le même temps, ils annoncent la fermeture des frontières terrestres et aériennes et l'instauration d'un couvre-feu de 19h00 à 6h00. Le Général de Brigade Gilbert Diendéré, fidèle allié et homme de main de Blaise Compaoré depuis notamment 1983, est alors désigné président de ce CND.

Dès lors, les positions stratégiques de la ville de Ouagadougou ont été occupées par les militaires, en combinaison avec des escouades de patrouilles pour contrer la vive résistance populaire, dispersant systématiquement toute tentative de regroupement. En effet, dès le 16/09 à l'annonce de la prise d'otages, le peuple et la jeunesse sont spontanément descendus dans la rue aussi bien à Ouagadougou qu'à l'intérieur du pays. On dénombre déjà au moins 3 morts et plus de 60 blessées (sources médicales).

Ce nième coup d'Etat militaire qui du reste, contient les germes d'une guerre civile réactionnaire, est un véritable recule démocratique et une remise en cause des acquis de l'insurrection populaire des 30 et 31 octobre 2015. Au cours de cette insurrection saluée à travers l'Afrique et le monde, le peuple du Burkina Faso et particulièrement sa jeunesse, a chassé Blaise Compaoré en payant un lourd tribut (34 morts), exprimant sans détour sa profonde aspiration à la liberté et à un changement qualitatif en sa faveur.

L'insurrection avait été stoppée par un coup d'Etat contre-révolutionnaire perpétré le 31 octobre par le même RSP, le Général Diendéré imposant son filleul, le Lieutenant-colonel Yacouba Isaac Zida, à la tête de l'Etat. Le peuple opposa alors une farouche résistance les 1^{er} et 2 novembre 2014. S'en suivit un arrangement politique concocté sous le joug des puissances impérialistes (France et Etats Unis d'Amérique notamment) baptisé « *Transition inclusive* ». Celle-ci, restée sous contrôle militaire, présentera rapidement ses limites, débordée qu'elle était par les querelles intestines pour le contrôle du pouvoir. On en arriva alors où nous en sommes aujourd'hui : un coup d'Etat militaire remettant en cause les progrès politiques en matière de libertés acquises au prix de longues années de luttes et d'énormes sacrifices.

L'Organisation démocratique de la jeunesse du Burkina Faso, face à cette situation :

1. Condamne sans réserve le coup d'Etat perpétré par le RSP ce jour 17/09/2015 ;
2. Félicite ses militant-e-s et sympathisant-e-s ainsi que la jeunesse patriotique et révolutionnaire qui a déjà pris pied dans la rue à Ouagadougou et à travers le pays contre le coup d'Etat ;
3. Appelle la jeunesse populaire à :
 1. se mobiliser dans les quartiers, les secteurs, villages, arrondissements, et villes du pays en prenant toutes les initiatives possibles pour opposer une vive résistance à ce coup d'Etat ;
 2. se mobiliser pour apporter protection et secours aux nombreux blessés et aux jeunes en résistance dans la rue ;
 3. faire barrière à une éventuelle guerre civile réactionnaire qui anéantirait les progrès démocratiques réalisés par le peuple ;
 4. se battre pour la préservation des acquis de l'insurrection populaire des 30 et 31 obtenus aux prix de lourds sacrifices.

Non aux coups d'Etat militaires !

Non aux velléités d'instauration d'une guerre civile réactionnaire !

En avant pour la défense des acquis de l'insurrection populaires des 30 et 31 octobre !

Ouagadougou, le 17 septembre 2015

Le Bureau Exécutif National